

L'AVANT-GARDE

POUR LA SUISSE

Un an Fr. 4»—

Six mois » 2»—

Trois mois » 1»—

Pour l'Étranger le port en sus.

Organe Collectiviste et Anarchiste.

POUR LA FRANCE

Un an Fr. 8»—

Six mois » 4»—

Trois mois » 2»—

Lettres et argent franco.

Administration et Rédaction de l'Avant-Garde : Chaux-de-Fonds (canton de Neuchâtel, Suisse).

ATTITUDE POLITIQUE du parti Démocrate-socialiste de l'Allemagne.

(FIN)

Le programme, voté à Eisenach, était divisé en deux chapitres, pour des motifs dont il était alors difficile de se rendre compte. Le premier de ces chapitres contenait les *principes fondamentaux*; le second, les *exigences immédiates du parti*. Le congrès d'Eisenach proclamait comme principes fondamentaux: l'abolition de l'Etat bourgeois, la réalisation de l'Etat populaire, l'adhésion morale à l'Association Internationale des Travailleurs, et la Conscience de classe; en deux mots, un programme nettement démocrate-socialiste. Il rangeait parmi les exigences immédiates du parti, toutes les balivernes radicales: l'abolition des armées permanentes, l'introduction de l'instruction obligatoire, l'extension à toutes les institutions de l'application du suffrage universel, la proclamation de toutes les libertés publiques, l'impôt direct et progressif sur le revenu, la journée normale de travail; c'est-à-dire un programme tout simplement républicain.

Au lendemain donc du Congrès d'Eisenach, il y avait en Allemagne les deux grandes nuances du parti républicain: le parti démocrate-bourgeois (*Volkspartei*) et le parti démocrate-socialiste (*Eisenacherpartei*).

Il nous reste à fixer quel fut le rôle de chacun de ces deux partis.

Chez toutes les nations modernes qui ont vécu, ne fût-ce qu'un an, en République, on remarque une même succession d'événements: Arrivée au pouvoir des républicains-bourgeois; — Revendications sur la place publique des républicains-socialistes; — Massacre et proscription des républicains-socialistes par les républicains-bourgeois. — Eh bien, en Allemagne, par une curieuse anomalie politique qui renversait toute la théorie de l'évolution historique, le phénomène inverse était sur le point de se manifester: par-dessus l'embryon mal éclos d'un parti démocrate-bourgeois, un parti démocrate-socialiste, — plus nombreux à chaque période électorale nouvelle, — montait à l'assaut du pouvoir, et semblait à la veille d'y atteindre. On allait voir la lourde Allemagne sauter à pieds-joints toute une période historique; cette période de la république bourgeoise que les peuples latins plus vifs, et plus entreprenants qu'elle, traversent si péniblement. Ce miracle, ce tour de force de gymnastique politique, n'est pas,

on l'avouera, dans le tempérament de la nation allemande.

Mais cette anomalie était seulement apparente. En démontrant cette vérité, nous lèveront forcément le masque dont, depuis plusieurs années, le parti allemand se couvre, et l'on verra le rôle véritable qu'il joue.

Il est tout naturel que celui des deux partis républicains qui se borne à demander un changement dans la forme gouvernementale, qui confirme à la bourgeoisie la jouissance de privilèges que ses propres chefs partagent, rencontre sur son chemin moins de résistance que celui qui réclame, en sus, une modification profonde dans les bases économiques de la Société. Poussé au pouvoir par de « nouvelles couches » de petits bourgeois et de paysans aisés, il suffit au parti purement démocrate pour y monter, qu'il sache se donner un programme nettement, mais *seulement* républicain et qu'il se confonde, au moins en apparence, avec le parti national.

Tandis que le parti républicain bourgeois a su faire tout cela en France, le parti populaire allemand a pratiqué tout le contraire. Aussi, l'arrivée au pouvoir de Gambetta est-elle presque un fait accompli, alors que l'Europe ignore encore le nom du chef du parti démocrate de l'Allemagne.

Gambetta s'est toujours affirmé comme partisan de la République. Député de Marseille d'abord, puis de Belleville, il n'a pas hésité ensuite à déclarer « qu'il n'y avait pas de question sociale »: il s'est empressé « de couper cette fameuse queue » que la réaction monarchique lui reprochait avec tant d'insistance. Enfin, ce comédien de talent est parvenu sans beaucoup de risques et sans aucun péril, à se faire passer aux yeux des masses pour le défenseur enragé et convaincu du territoire de la patrie. En récompense, M. Gambetta s'avance aujourd'hui, au milieu des battements de mains d'une foule qui l'acclame, dans le parfum des fleurs qu'on lui jette, et sous les arcs de triomphe qu'on lui dresse, vers ce fauteuil présidentiel, qu'en domestique docile et bien appris, M. de Mac-Mahon lui épousète et lui conserve.

Les chefs du parti populaire allemand (peut-être plus honnêtes) n'ont pas eu, dans tous les cas, la même habileté.

A côté de la même clientèle politique qui édifie en France la fortune de M. Gambetta, et qui en Allemagne eut élevé la sienne, le parti populaire se meurt comme tout organe qui ne remplit pas les fonctions pour l'accomplissement desquelles il fut créé. Il a tenu Conférences sur Congrès, Concilia-

bules sur Réunions *) sans parvenir à adopter un programme précis; de plus, il a laissé séparer sa fortune de celle de la nation.

Jamais il n'osa prononcer clairement le nom République, et il a gardé dans son programme, seulement *pour la montre*, un point de vue socialiste, trop mesquin pour lui rallier les ouvriers, très suffisant pour le compromettre auprès de sa clientèle naturelle.

La Convention française sérieusement, le gouvernement de la « Défense » en parodiste, ont su faire en sorte qu'en France *Patriote* veut dire: *Républicain*? Le parti populaire allemand non seulement n'est pas appelé patriote, mais il est soupçonné de sympathies pour l'étranger.

La pauvre Allemagne est le souffre-douleur des peuples. Martyrisée, martelée à l'est comme à l'ouest, acculée à la mer par l'Autriche, tirée à quatre nations, morcelée à travers les siècles, elle ne rêvait plus qu'une chose, mais ce rêve était celui de tous ses instants, son Unité. En 1848, les démocrates la lui avaient promise, par la liberté, par la fédération des peuples, *par en bas*. Certes, le moyen était bon. Mais toujours défiants des mouvements populaires, n'osant s'appuyer jamais sur la force insurrectionnelle du peuple, ils ont laissé passer toutes les bonnes occasions, et ils sont demeurés inertes, sur la route de leur idéal. Pendant ce temps, à coups de sabre, *par en haut*, Bismark réalisait cette unification qu'ils rêvaient et que l'Allemagne voulait si passionnément. Déçus de leur rôle de créateurs de la patrie allemande, ils n'ont pas même su en rester les amis. Ils se sont déclarés (non fédéralistes) particularistes; partisans d'une Confédération du midi, presque amis de l'Autriche.

Aussi le parti populaire qu'ils forment, est-il réduit aujourd'hui, à deux ou trois groupes isolés; c'est à peine s'il a la parole au parlement, et, à deux doigts de la tombe, il vient de subir cette suprême injure que quelques-uns de ses membres, anonymes démoralisés osent conseiller dans une feuille d'annonces de le reconstituer.

Passons maintenant aux partis démocrates-socialistes.

En France, les républicains-socialistes n'ont jamais voulu sacrifier au premier, le second qualificatif du nom qu'ils portent. Les républicains-bourgeois arrivaient-ils au pouvoir? vite, les républicains-socialistes faisaient entendre dans la rue, dans les as-

*) Brunswick (16-19 oct. 1869) — Mayence (février 1870) — Heidelberg (4 août 1873) — Francfort (12 oct. 1873) — Bruchsaal (7 déc. 1873).

semblées envahies au besoin, les énergiques réclamations des classes ouvrières. Ils sont montés sur les barricades de Juin et ils sont morts; enrôlés dans les bataillons fédérés ils dorment dans la fosse commune, gémissent dans la déportation, souffrent en silence dans l'exil. Les jeunes, étaient hier devant les tribunaux, ils seront demain dans les prisons de la république. Jamais les républicains-socialistes ne doivent s'abaisser au point de devenir des républicains *tout court*.

M. Liebknecht, le plus considérable des chefs du parti démocrate-socialiste de l'Allemagne, avait parfaitement compris cette inséparabilité de ces deux paroles jumelles, *socialisme* et *démocratie*. Dans un discours prononcé le 31 Mai 1869, devant une assemblée de la société démocratique ouvrière de Berlin, il s'exprimait en ces termes:

« Le socialisme et la démocratie ne sont pas une même chose, mais seulement des expressions différentes d'une même idée fondamentale; ces deux termes se tiennent, ils se complètent, et ne peuvent jamais se trouver en contradiction. Le socialisme sans démocratie est un pseudo-socialisme, et la démocratie sans socialisme est une pseudo-démocratie. »

Eh bien! ce sont ces **démocrates-socialistes** de 1869, ces hommes qui comprenaient et exprimaient si bien « l'impossibilité d'une séparation entre le *socialisme* et la *démocratie* » qui, chaque jour un peu plus, vont mettre au dernier plan les *principes fondamentaux* votés à Eisenach, et constamment en évidence, sur l'affiche électorale, les seules *exigences immédiates* du parti. C'est-à-dire qu'ils enfoncent de plus en plus le côté socialiste du programme dans leur poche et exposent au soleil le côté *démocrate* seulement. Renvoyer ainsi aux calendes grecques la réalisation des seuls principes à qui un parti doit son existence, n'est-ce pas, si tant est, qu'on les conserve *en théorie*, les supprimer dans la pratique, *en fait*?

Et que l'on ne dise pas que nous calomnions un parti vaincu, car l'observation que nous faisons aujourd'hui, déjà au Congrès de Gotha, quoique en dise M. Liebknecht, les députés Most et Bebel lui-même, l'ont faite. Ces deux députés avaient alors raison: pour tout homme qui a suivi la période électorale antérieure, le parti n'était plus à cette époque, *grâce à ses chefs*, qu'un parti **démocrate-socialiste**.

Arrivons au lendemain des deux attentats, au jour des élections de Berlin. Quel est le programme électoral? le voici:

« Suffrage universel direct. — Le vote un Dimanche. — Le service militaire obligatoire pour tous. — L'abolition des lois exceptionnelles. — L'éducation commune, obligatoire, gratuite par l'Etat. — La Religion déclarée chose privée. — Une journée normale de travail en accord avec les besoins de la société. — Interdiction du travail des enfants et des femmes lorsque ce travail porte atteinte à la santé et aux mœurs. — Interdiction du travail le Dimanche. — Lois sanitaires protectrices des travailleurs. — Contrôle sanitaire des logements. — Inspection des fabriques par des ouvriers. — Réglementation du travail dans les prisons.

Pas même le droit au travail de M. Louis Blanc!

N'est-ce pas là un programme **démocrate-socialiste**?

Demain, MM. Bebel et Liebknecht, à l'instar de M. Gambetta, couperont « leur queue » à moins que la loi actuelle ne leur rende ce service sans qu'ils s'en mêlent, et on sera **démocrates tout court**.

Et pourquoi ces palinodies? Est-ce par ambition personnelle? il nous répugne-

rait de le supposer. Nous découvrons ailleurs une explication suffisante:

Ces Messieurs, en habiles hommes qu'ils sont, ont senti, compris même peut-être, qu'il existait là, tout près d'eux, à leur droite, une clientèle de République bourgeoise, qui ne demandait pas mieux que d'être organisée. Le parti populaire n'avait pas su le faire, eux ont voulu, et ils ont réussi à mettre la main dessus, de là, leur modération. Tel est le secret de leur succès apparent, la raison de leur triomphe d'un jour, le motif pourquoi chaque palinodie nouvelle augmentait le nombre de leurs adhérents.

On en doute? Eh bien, que l'on parcoure tous les pays du monde, que l'on aille partout où il existe un parti démocrate-socialiste, on trouvera toujours mêmes principes, on verra souvent même tactique, jamais même succès. Pourquoi? parce que dans ces pays, ou bien il y a déjà une République bourgeoise, comme en France, comme en Suisse, ou bien c'est que cette république est si proche que ces pays possèdent un parti républicain bourgeois fortement constitué, voire même un parti radical.

Soyez certains, Messieurs les chefs du parti démocrate-socialiste, qu'on ne viole jamais à force de courage, encore moins à force de ruses, les grandes lois historiques qui régissent le développement de l'humanité. En Allemagne, comme partout, il s'établira, avant une république démocratique et sociale, une république de bourgeois. Peut-être, êtes-vous de taille à faire l'une ou l'autre, mais choisissez, car vous ne ferez pas l'une et l'autre tout ensemble. Continuez votre évolution, effacez de votre programme jusqu'au plus petit soupçon de socialisme, soyez enfin démocrates tout court et sur les ruines du parti populaire vous serez les chefs d'un parti républicain bourgeois, des jacobins; alors la fortune de Ledru-Rollin vous attend, mais le peuple ouvrier vous quitte, et peut-être à Berlin ou en Saxe nous ferez-vous des journées de Juin. Ou bien revenez en arrière, soyez proscrits, fusillés, déportés, en redevenant démocrates socialistes; mais, à votre droite il se formera un parti républicain bourgeois. Choisissez, vous dis-je, car vous ne parviendrez jamais à être la tête unique d'un parti à deux corps. En sociologie comme en biologie, une tête qui a deux corps, et un corps qui a deux têtes, sont des monstres; et les monstres, vous le savez, ne vivent pas longtemps.

Correspondances.

France.

Procès des 39

Le procès que M. Dufaure voulait intentionner aux organisateurs du Congrès de Paris, ou plutôt, le procès que ces organisateurs eux-mêmes, — selon la défense, — ont intentionné au gouvernement de la République capitaliste, vient de se dérouler à Paris devant la 10^e chambre du tribunal de police correctionnelle.

M. Dufaure a voulu être jugé à huis clos. Les concierges du palais avaient le signe de ne plus laisser pénétrer le public, pendant les 3 jours que durerait le procès c'est un de nos amis, à qui on a refusé l'entrée, qui nous l'affirme. Et, lorsque, dans

la salle, le cit. Deville a protesté, au nom de ses amis, contre ce secret des débats, le président a prétexté de l'exiguïté de la salle. Le public se composait donc seulement des prévenus, des avocats, de 2 ou 3 personnes privilégiées, et des représentants de la presse.

Le président résume la prévention de la manière suivante: « les délégués des chambres syndicales se sont réunis en comité. Ce comité a eu son règlement, des comptes-rendus des séances qu'il tenait, et un bureau permanent qui siégeait rue des Etuves. Ces réunions avaient un but caractérisé par un programme déterminé. C'était là une association dont l'interdiction avait été rendue formelle par les refus successifs de l'autorité.

Ensuite l'interrogatoire commence. *) Tous les prévenus répondent avec fermeté, et se font gloire de leur résistance aux actes du gouvernement. Finance nie s'être livré à des voies de fait; il a seulement protesté. Guesde déclare avoir été membre de l'Internationale et comme le président l'accuse d'avoir fondé un journal avec de l'argent venu d'Allemagne, il répond au président en prenant comme exemple l'internationalisme des capitaux bourgeois. Il réclame enfin contre son arrestation illégale. Coueste, conseiller municipal de Puteaux, s'honore d'être resté en relations avec les socialistes internationaux. La citoyenne Manière déclare avoir distribué aux soldats des manifestes de la Commune révolutionnaire. Elle a fait pour le Congrès tout ce qu'elle a pu faire. « Sa mission, dit-elle, comme ancienne institutrice est de répandre la lumière, et d'arracher à la servitude ceux qui nous succéderont ». Jeallot, (ouvrier en papiers peints) une des personnalités les plus sympathiques de ce congrès, déclare, n'avoir pas à tenir compte de la légalité bourgeoise. Comme le président prétend qu'il doit obéir aux lois de son pays, Jeallot riposte qu'il ne se soumettra qu'à la force, Mais, reprend le président, après l'interdiction du commissaire vous avez continué à vous occuper de ce congrès? Vous comprenez répond Jeallot que c'était surtout après l'interdiction qu'il était de mon devoir de persister. Adam gainier, condamné à 10 ans d'interdiction de ses droits civiques pour participation à la Commune, refuse de se défendre. « Ce procès, dit-il, est la plus grande monstruosité des temps modernes; en le faisant, le gouvernement exécute les ordres de Bismark. Les juges ont déjà la condamnation en poche. »

*) Voici les noms des prévenus, et en regard les groupes ouvriers qu'ils devaient représenter au Congrès:

Finance (peintres); Guesde, Gerbaud, Chabry (Egalité); Coueste, Massard, (Cercle d'Etudes de Batignolles); Corsin (portefeuilleistes): Amand, Briolle, Boguet (mécaniciens); Vivien, Garrigues, (tailleurs); Louis Boulet, (*l'Egalitaire*, société de consommation); Bernard, Damlaincourt (serruriers); Vaidy, Paulard, Audonnet (employés de commerce); Tassotte (menuisiers); Kilchenstein, Chevalier, (mégissiers); Lady (instituteur); Deville, Picourt, Auriol (bibliothèque socialiste); Sarnel (bibliothèque de Montreuil); Lecourt (graveurs); Lafont (imprimeurs sur papiers peints), Jeallot (cercle d'études socialistes); Balat (bijoutiers); S. Soens, (cordonniers); Adam, Dupire (Ligue contre la rente d'Etat); Simon Boulet (*Le Proletaire*); Bermet (facteurs d'orgues); Corsin (ferblantiers). Les citoyennes V^e Manière, Bonneval, (institutrices); Floch (lingères). Huit ordonnances de non lieu ont été rendues en faveur de Schumann, Hirsch, Amiot, Bailliot, Barbé, Ponchel, Delfosse, et de la citoyenne Picard. Finance était poursuivi en outre pour voies de fait sur les agents de la force publique.

L'interrogatoire des prévenus terminé, le président donne la parole au substitut, avocat de la République. Ce Monsieur explique pourquoi la prévention ne porte pas sur le délit d'affiliation à l'Internationale.

Le comité d'organisation était exclusivement français, et le congrès n'ayant pas eu lieu, les éléments internationaux n'ont pas été en présence. Il essaie de faire deux classes parmi les accusés, les révolutionnaires et les ouvriers, le groupe des violents et des modérés. « Le fond des idées des prévenus, dit-il, est le collectivisme-anarchiste, obtenu à l'aide de la révolution. Nous sommes au milieu des hommes de l'Internationale. Il importe de ne pas laisser se reconstituer les cadres d'une nouvelle Commune. »

Parmi les prévenus, une minorité seulement a consenti à prendre des avocats. Les autres, en majorité, ont résolu de se défendre eux-mêmes.

La parole est donnée au citoyen Guesde qui présente une défense collective, signée des citoyens Guesde, Coueste, Massard, Deville, Chabry, Briolle, Boguet, L. Boulet, Vivien, Bernard, Tassote, Audonnet, Chevallier, Vaidy, Picourt, Kilchenstein, Gerbaud, Damlaincourt, Jeallot, Oriol et Paulard.

Cette défense que nous voudrions pouvoir publier *in extenso*, peut être résumé ainsi : Ce sont les accusés qui, en réalité, ont intenté ce procès au gouvernement; l'interdiction du Congrès après la tenue de tous les congrès bourgeois, montre qu'il y a une inégalité entre les riches et les pauvres; les domiciles ont été violés, les papiers volés; enfin, la poursuite a eu lieu sur l'ordre du gouvernement prussien. La défense glorifie le principe de la propriété collective, montre que la famille ouvrière n'existe pas, sapée qu'elle est par le capital, et attaque au nom de la science toute religion quelle qu'elle soit. La défense termine en mettant la 10^e Chambre au défi de condamner les prévenus :

« 1^o Parce qu'il n'y a pas eu, qu'il n'y a pu avoir association.

2^o Parce qu'il est impossible que l'exposition des produits du travail qui se traduit pour les capitalistes par 30,000 récompenses de tout ordre se solde pour les travailleurs par des amendes et de la prison ;

3^o Parce qu'une condamnation équivalait à la mise en interdit de la classe ouvrière, placée dans le cas de légitime défense, et que le tribunal ne voudra pas assumer gratuitement pareille responsabilité.

La lecture de cette défense terminée, chaque prévenu ajoute quelques paroles personnelles,

Coueste déclare que le juge d'instruction lui a dit qu'il ne tenait aucun compte de sa qualité de conseiller municipal. Lui, *Coueste*, proportionne cette offense à l'estime qu'il a pour l'offenseur. *Massard* étudie ensuite le cas au point de vue juridique, et *Derville* après avoir donné quelques explications d'une façon fort spirituelle, remercie le ministère public de l'avoir classé dans le groupe des violents. Voici ensuite, *Briolle*, mécanicien, qui demande la parole; et, au nom de quinze prévenus, ouvriers manuels, il donne lecture d'un manifeste qui est une réponse directe et très belle à l'essai de classification du ministère public. Ce manifeste contient les lignes suivantes :

« Attendu, que les ouvriers socialistes n'entendent pas se séparer des socialistes non ouvriers, déserteurs de la classe bour-

geoise, dont ils ont accepté la collaboration ;

« Attendu d'autre part, que les socialistes non ouvriers sont d'accord avec les ouvriers socialistes pour constituer une société nouvelle dans laquelle il n'y aura, il ne pourra y avoir, qu'une seule classe, celle des travailleurs ;

« Nous protestons contre les insinuations du ministère public tendant à établir parmi nous une division qui n'existe pas. »

Les cit. Corsin, Boguet, Deschamps, Boulet, Vivien, Tassote, Bernard, Jeallot, Vaidy, présentent quelques paroles pour leur défense personnelle. La cit. *Manière* déclare que grâce aux poursuites, le congrès, au lieu de se tenir rue des Entrepreneurs, aura été tenu devant le tribunal, puisque toutes les doctrines auront été exposées à l'audience. Du discours du cit. *Picourt* nous retenons ce passage : « on entend retirer de ce procès une utilité pour la classe possédante; à notre tour; nous avons la prétention de croire qu'il servira les intérêts des travailleurs; et il se trouvera, en nous condamnant, que pour avoir rendu un arrêt, on aura rendu un service. »

Après 1 heure $\frac{1}{4}$ de délibération le tribunal revient, et le président prononce un jugement motivé qui condamne *Guesde* à 6 mois de prison, et 200 fr. d'amende; *Finance* 15 jours et 100 fr. d'amende; *Coueste*, 1 mois et 100 fr. d'amende; *Massard*, 1 mois et 100 fr.; *Derville*, 2 mois et 100 fr. d'amende; *Chabry*, *Picourt*, *Jeallot*, *Gerbaud*, 15 jours de prison, 50 fr. d'amende; *Briolle*, *Oriol*, *Audonnet*, *Bernard*, *Tassote*, *Vivien*, *Boguet*, *Simon*, *L. Boulet*, *Damlaincourt*, *Corsin*, *Sarnel*, *Lavy*, *Dupire*, *Kilchenstein*, *Adam*, *Berdel*, et la cit. *Bonnevial*, à 100 fr. d'amende; *Lecourt*, *Garrigues*, *Lafont*, *Corsin*, *Soens*, à 50 fr. d'amende. *Balat* à 25 fr. d'amende et *Chevalier* à 16 francs. La cit. V^e *Manière* et la cit. *Floch* ont été renvoyées des fins de la plainte.

— La plupart des réunions ouvrières, qu'elles émanent des syndicats, ou qu'elles se composent des délégués ouvriers à l'exposition universelle, se montrent hostiles au projet de loi du député Lockroy destinée à réglementer l'existence légale des chambres syndicales. Ces ouvriers ne veulent rien de l'Etat, et réclament seulement le droit commun: liberté de réunion et d'association pour tous. Nous les en félicitons sincèrement.

— Dernièrement, à l'insu du gouvernement, à l'insu même du préfet de police, 28 contumax de la Commune ont été arrêtés par les pourvoyeurs ordinaires de nos conseils de guerre. Heureusement, il y avait parmi eux, un riche négociant, agent de M. Gambetta, M. Finet. Naturellement, circulaire des autorités pour surseoir à toute arrestation nouvelle et mise en liberté provisoire de M. Finet. Peut-être devrions-nous à une injustice cette suprême justice: l'Amnistie.

Espagne.

Le proverbe dit vrai: Pour un qu'on tue, il en naît mille !

La décollation de Hœdel, le lent martyr de Nobile, les attaques, les insultes, les mensonges, les calomnies prodigués à leur mémoire par la presse honteuse de tous les partis, ne ralentissent pas l'ardeur des so-

cialistes-révolutionnaires. Sassoulitch est exilée, Hœdel décapité, Nobile mort, assassiné peut-être, et voilà dans la chaude Espagne, en plein Madrid, un nouveau justicier debout, tenant en main l'arme libératrice! Mais pourquoi donc, hélas! cette arme, est-elle si souvent le pistolet dont l'atteinte est peu sûre, et si rarement le couteau dont l'effet, — l'histoire le démontre — est presque toujours certain?

C'est le vendredi 25 octobre, à 5 heures du soir, dans la calle Mayor, que le nouveau drame s'est passé. Le roi d'Espagne, Alphonse XII, revenait d'un voyage au cours duquel les ovations officielles n'avaient pas été ménagées. Au moment où il passait au trot de son cheval devant le numéro 93 de la rue, un homme en blouse, tout jeune, 23 ans! passe son bras entre les soldats, abaisse vers lui un pistolet de poche, et fait feu. Il manque, et la balle inutile va s'aplatir sur le mur opposé.

Saisi, garrotté, on l'interroge. Qui est-il? que fait-il? d'où vient-il? Il répond avec autant de fermeté que de calme. Il se déclare socialiste-international, il est ouvrier tonnelier, il s'appelle Jean Oliva Moncasi, son acte était prémédité et, pour l'accomplir, il est venu exprès de Tarragone.

Maintenant, Oliva est gardé à vue dans un cachot de la prison de Saladero. Demain le jugement; après-demain peut-être le martyr; mais déjà Oliva a son nom couché sur une page d'histoire à côté des noms de Hœdel et de Nobile.

Jean Oliva, conduit après son arrestation à la préfecture, a montré le plus grand sangfroid. Il tira un cigare de sa poche, l'alluma, et, s'approchant de l'âtre, mit les deux pieds sur les chenêts. Un officier l'ayant forcé de jeter son cigare, il lui cria dans la figure : « Lâche! c'est parce que tu es chez toi, et entouré des tiens! seul à seul, tu n'oserais pas me regarder en face! »

Puis comme on le pressait de questions, et qu'on l'obligeait à se tenir debout pour y répondre, il « apostropha » le gouverneur militaire en ces termes : « Je veux m'asseoir, entendez-vous, vous m'ennuyez! »

— La balle du pistolet ne s'est pas aplatie contre le mur comme nous l'avons dit plus haut. Il paraît qu'elle a blessé un soldat à la main.

Italie.

Une manifestation à laquelle ont pris part mille socialistes environ a eu lieu à Florence pour fêter le jour anniversaire de la fondation de l'Association Internationale des Travailleurs. Des discours de circonstance ont été prononcés par une ouvrière, femme d'un de nos compagnons, Gigia Pezzi, et par nos amis, Natta, Mordini, Pezzi, Marignoli. Ces discours ont été fort applaudis.

Mais il paraît que l'Internationale est, au dire de M. Zanardelli, une Association de malfaiteurs! en sorte, qu'à l'issue de la manifestation, ceux que la police en regardait comme les inspireurs, ont été arrêtés: ce sont, les citoyennes Pezzi et Koulichoff, les compagnons Natta, Pezzi, Lombardi, Mazzoli, Nicchini et Francesco Pezzi.

Voilà un nouveau procès sur la planche. La propagande socialiste ne saura qu'y gagner.

Allemagne.

La loi contre les démocrates-socialistes a été votée en troisième lecture, et promul-

guée. En vertu de cette loi que l'empire français eut envié à celui de Guillaume, toute société, toute réunion qui manifeste des tendances socialistes, peut être dissoute par la police; les imprimés, les journaux saisis; les agitateurs non domiciliés depuis six mois dans une localité, expulsés.

Cette loi a déjà reçu un commencement d'application. La *Berliner freie Presse* a été saisie et une trentaine de publications défendues.

Le gouvernement allemand et sa police frappent sans scrupule, d'estoc et de taille, avec leur nouvelle loi: Toute association est supprimée, toute réunion dissoute, toute publication saisie, tout journal interdit. Après la *Berliner freie Presse*, voici l'*Hoffnung*, le *Volksblatt*, l'*Arbeiterfreund* et le *Vorwärts*, supprimés.

Espère-t-il anéantir aussi la justice?

Russie.

Lorsque Kovalsky allait être fusillé, il s'écria, dit-on: « Sachez, que j'ai des amis, qui sauront me venger! »

Il avait raison. Ses amis l'ont vengé en exécutant Mézentsoff. D'autres, ont fait diverses manifestations à propos de sa mort. Mais, ce qui est peut-être le plus important, c'est que des *stoundistes*, — paysans, sectaires dont la religion, issue du protestantisme moderne, contient certaines revendications sociales, et parmi lesquels Kovalsky avait fait pendant deux ans la propagande socialiste-révolutionnaire, — des *stoundistes*, dis-je, vinrent après son exécution, en demandant qu'on leur livrât son corps, pour l'enterrer avec des honneurs. Leur demande fut naturellement repoussée par la police et les gendarmes, et les *stoundistes*, pensons-nous, n'en reçurent que plus de dégoût contre l'état de choses actuel.

Les faits de ces dernières semaines ont fourni le prétexte pour de nombreuses arrestations; à la prison d'Odessa les socialistes arrêtés sont en nombre; et ces jours-ci il y a eu un commencement d'émeute, provoquée par la grossièreté d'un des surveillants.

La police d'Odessa, qui comptait déjà plus de mille hommes, a cependant paru trop peu nombreuse; désirant « déraciner la propagande révolutionnaire », notre bon gouvernement vient d'envoyer 400 hommes, vieux soldats, de Pétersbourg, pour augmenter cette police.

La propagande révolutionnaire continue à bien marcher à Pétersbourg, et les brochures des imprimeries clandestines de la capitale continuent à paraître. Une d'elles porte l'annonce d'un nouveau journal mensuel qui va se publier clandestinement à Pétersbourg: « *La terre et la liberté*. »

Cette brochure: « *Enterrés vifs* » a produit sensation. Elle raconte la position des condamnés qui, au lieu d'être envoyés en Sibérie, aux travaux forcés, sont enfermés dans des cellules infectes de la prison centrale de Kharkof, sans air, sans mouvement, sans aucun travail, et sans aucune chance d'en sortir. Leur position est si atroce, qu'on ne peut lire de sang-froid la description de leur vie et des outrages qu'ils supportent. C'est un horrible martyre!

N'ayant d'autre moyen de protester, six

condamnés ont refusé d'accepter toute nourriture. Six jours ils n'ont absolument rien mangé. Affaiblis par des années de prison préventive, ils commençaient à perdre connaissance le sixième jour. Les chefs de prison donnèrent des ordres de les nourrir de force, au moyen d'injections, lorsque les « insurgés par la faim » déclarèrent qu'ils résisteraient jusqu'au bout contre toute violence. Les chefs changèrent alors de tactique: on amena chez les insurgés, pour les supplier, leurs parents qu'ils n'avaient pas vu depuis des années; mais ceci ne suffisant pas, on promit enfin d'accomplir toutes les réclamations des condamnés, — réclamations qui se bornaient à cette demande: que le régime pour les condamnés politiques fût le même que pour les forçats! Depuis, la promesse n'a pas été tenue. Quelle sera la suite de cette fourberie, nous ne savons pas, mais nous pensons qu'il ne nous reste pas d'autre issue qu'une exécution comme celle de Mézentsoff.

Toutes les recherches de la police pour découvrir celui qui a exécuté Mézentsoff, ont complètement échoué.

Suisse.

On nous écrit de Fribourg:

« Je viens remplir la promesse que je vous ai faite, il y a quelques jours, de vous adresser des correspondances au sujet de mes appréciations sur les questions dont vous vous occupez spécialement. Un peu embarrassé pour choisir le sujet par lequel je devrais commencer, je me décide à prendre celui-ci: *La presse socialiste*. La presse socialiste trop peu appréciée par les ouvriers, surtout en Suisse, touche sans contredit à une question d'une grande importance. D'où vient cette indifférence pour les journaux de notre parti? Si je ne me trompe, ce serait l'ignorance, le plus terrible fléau qui règne parmi les Travailleurs. Il y a aussi, sinon la mauvaise volonté, tout au moins la négligence, l'indifférence, la trop grande habitude de lire les journaux bourgeois.

« Les journaux socialistes ne sont-ils pas nos défenseurs et n'enseignent-ils pas à tous les travailleurs leurs devoirs sociaux? Ne sont-ils pas l'arme la plus puissante que possède le prolétariat pour la revendication de ses droits! et ne sont-ils pas le symbole de la vérité? N'est-ce pas par ces organes que nous sommes instruits de ce qui se passe dans les pays lointains? N'est-ce pas eux qui nous ont fait connaître toutes les injustices qui se sont commises et se commettent encore au nom de l'ordre moral, au nom de la propriété individuelle, du capitaliste! Ne nous apprennent-ils pas que le mouvement révolutionnaire se développe et s'étend de plus en plus dans tous les pays, chez tous les peuples civilisés?

« Ouvriers abonnez-vous donc aux journaux socialistes, et vous deviendrez socialistes même sans vous en apercevoir si vous ne l'êtes déjà, parce que à la longue vous reconnaîtrez la justesse des idées qui y sont exposées.

« Je désirerais, et il faudrait que des hommes instruits, capables et de bonne volonté, donnassent des conférences sur la presse dans les principaux centres ouvriers, ou pour mieux dire, que tous ceux qui connaissent, qui se rendent compte de l'importance de la presse socialiste fassent une propagande active afin d'avoir le plus grand nombre possible d'abonnés, ou tout au moins de lecteurs. Elle doit être soutenue énergiquement pour qu'elle ne serve pas de demi-mesure. Qu'on la répande partout, dans les ateliers, dans les établissements publics, dans les locaux affectés aux socié-

tés ouvrières; que chacun encourage son camarade sur le chantier; qu'on se serve en un mot de tous les moyens de propagande en notre pouvoir.

Ouvriers, jetez un coup d'œil autour de vous, afin de bien vous convaincre de la nécessité qu'il y a de soutenir la presse socialiste, et vous verrez que, plus que jamais elle a besoin de notre appui à tous pour soutenir la lutte qu'elle a entreprise depuis de longues années. J. M.

Les élections de Dimanche dernier, dont tout le monde connaît à cette heure le résultat, sont donc une défaite pour le parti démocrate-radical. Il expie à Berne son peu de libéralisme. A Genève il succombe plutôt sous le poids des fautes que ses conceptions étatistes lui ont fait commettre, que sous les efforts de ses ennemis. A Zurich, la *Tagwacht* prônait une liste de compromis entre les bourgeois et les ouvriers; parmi les candidats bourgeois dont cette feuille recommandait la candidature, nous trouvons un M. Pfenninger. On nous assure que c'est le même Pfenninger qui, préfet de police à Zurich, en 1873, fit arrêter le socialiste russe Netchaïeff et le livra au gouvernement russe. Quoique les démocrates-socialistes nous aient accoutumés ces derniers temps à toutes sortes de compromis, nous n'osons croire à une alliance pareille. Nous serions heureux d'avoir à insérer un démenti.

Faits divers.

Un nouvel organe socialiste. — Nous avons reçu les premiers numéros d'un organe révolutionnaire socialiste, *La Guerre sociale*. Ce journal paraît à Londres, une fois par semaine. — Bonne chance à notre nouveau confrère.

Des vrais socialistes. — Les nègres de l'île de Sainte-Croix (colonie danoise) se sont insurgés contre leurs maîtres et patrons. Ils ont brûlé la moitié de la capitale de l'île et environ 50 plantations de sucre. — L'état de siège est proclamé.

Un assassin représentant du peuple. — M. Antognini, député au Grand Conseil pour le canton du Tessin, aperçoit un jour un certain Calbresi qui creuse un trou au pied d'un arbre, dans sa propriété, pour... chercher un trésor. Il le fait saisir par ses *valets*, rosser, plonger dans le lac, puis le tue d'un coup de revolver dans le bas-ventre.

L'élu du peuple circule quelque temps en toute liberté, puis, averti probablement qu'il faut au moins sauver les formes, il fait sa malle et file.

La Suisse militaire. — Nous avons lu dans tous les journaux suisses: Un citoyen de Romont se casse la jambe au service militaire. Déclaré guéri, il prétend qu'il souffre encore et consulte un médecin. Ce médecin, peu au courant des complaisances médicales en usage dans les pays militaires (espérons que ça viendra!), constate un raccourcissement de la jambe de 3 centimètres. Estropié pour la vie, notre jeune homme demande une indemnité. On lui offre un group de 56 francs qu'il refuse. Appelé alors à la direction militaire, voici le colloque qui s'engage entre le directeur, conseiller d'Etat, Techtermann, et lui:

Le Cons. d'Etat: C'est vous qui avez refusé le group?

Lui: Oui, Monsieur.

Le Conseiller: Gendarmes, empoignez moi cet homme et foutez-le aux Augustins pour 3 jours. (Le bâtiment appelé « les Augustins » est une prison).

A quand la schlague et les coups de plat de sabre?